ANALYSIS AND
POLICY BRIEF N°75

University of Antwerp
IOB Institute of
Development Policy

Le retour de Kabila dans les guerres du Congo : nouvelles ambitions, anciennes contraintes



Introduction

Le 12 octobre, l'ancien président congolais Joseph Kabila a annoncé, depuis Goma, ville contrôlée par le M23, la création du *Front pour la refondation de la nation* (FRN), un nouveau mouvement politico-militaire réunissant la rébellion du M23, soutenue par le Rwanda, et sa coalition politique, l'*Alliance Fleuve Congo* (AFC). Le FRN absorbe officiellement l'AFC et reprend ses structures politiques et militaires ainsi que ses engagements, notamment les négociations de Doha. Il affiche désormais plus clairement son intention de mettre fin au pouvoir du président Félix Tshisekedi, y compris par la force.

Dans les jours qui ont suivi cette annonce, Kinshasa a pris plusieurs mesures sécuritaires. Le 14 octobre, le président Tshisekedi a réévalué, avec le Conseil supérieur de la défense, la situation opérationnelle sur l'ensemble du territoire. Le lendemain, les autorisations de sortie du territoire accordées aux officiers généraux et supérieurs ont été suspendues. Le ministre de la Défense, Guy Kabombo Muadiamvita, s'est ensuite rendu à Lubumbashi et à Kasumbalesa pour inspecter la 22e région militaire, qui couvre les quatre provinces de l'ancien Katanga. Le 19 octobre, le commandant de cette région, le général Eddy Kapend, a explicitement mis en garde contre la menace que représente le FRN de Kabila et appelé ses troupes à rester vigilantes.

University of Antwerp
IOB Institute of Development Policy

Malgré ces mesures, de nombreuses incertitudes subsistent quant à ce que cette nouvelle alliance pourra réellement accomplir. Plusieurs questions se posent. Kabila parviendra-t-il à élargir l'influence politique et l'emprise territoriale de la rébellion ? Comment réagiront les pays voisins ? Quelles seront les conséquences de son arrivée à la tête du mouvement sur la politique congolaise et les perspectives de dialogue ? Et comment sa présence modifiera-t-elle les rapports de force au sein du M23 ?

Le retour de Kabila et la nécessité de faire ses preuves

Les relations entre Kabila et la rébellion occupent depuis quelque temps une place importante dans le débat politique congolais. Depuis 2024, le gouvernement Tshisekedi l'accuse régulièrement de soutenir l'AFC/M23 et de collaborer avec le Rwanda pour déstabiliser le pays. Ces accusations ont d'abord conduit à la levée de son immunité de sénateur à vie, ouvrant la voie à des poursuites judiciaires, puis à sa condamnation à mort par contumace par une juridiction militaire en septembre 2025. En avril 2026, les États-Unis lui ont également imposé des sanctions pour son soutien à l'AFC/M23.

En prenant officiellement la tête de cette nouvelle rébellion, Kabila confirme finalement ce que beaucoup soupçonnaient déjà de ses liens avec l'AFC/M23. La véritable question est désormais de savoir ce que son arrivée changera concrètement. Kabila a considérablement relevé les enjeux pour lui-même. Après avoir multiplié les déclarations annonçant son intention d'agir et mené des consultations politiques dans l'est de la RDC, il s'est désormais placé publiquement à la tête d'un mouvement rebelle. Il lui faut maintenant démontrer que le FRN peut obtenir des résultats que l'AFC n'a pas pu atteindre et qu'il représente davantage qu'un simple changement de nom de l'AFC/M23. Sa crédibilité dépendra de sa capacité à obtenir des résultats concrets : rallier des personnalités politiques, provoquer des défections au sein des services de sécurité, nouer des alliances avec d'autres mouvements d'opposition ou, surtout, étendre le contrôle territorial de la rébellion.

Cette nouvelle alliance représente donc aussi un pari risqué pour Kabila. Son association avec une rébellion soutenue par le Rwanda pourrait renforcer sa position au sein du mouvement armé, mais elle risque également de ternir davantage son image en RDC. S'allier ouvertement à un mouvement bénéficiant de l'appui du Rwanda est loin d'être un choix populaire dans le pays. Par ailleurs, plus la rébellion restera cantonnée à ses bastions actuels, plus Kabila aura du mal à se présenter comme le chef d'un mouvement national capable de remplacer Tshisekedi. Pour s'imposer sur la scène politique congolaise, le FRN devra rapidement démontrer qu'il constitue une force capable de modifier les rapports de force politiques et militaires dans le pays. Reste donc à voir ce que Kabila entreprendra à court terme.

La question du Katanga

L'une des principales interrogations concerne les ambitions territoriales de la rébellion, en particulier ses intentions à l'égard du Katanga. Son expansion vers le nord étant bloquée par la présence des troupes ougandaises, une avancée vers le sud, en passant par Uvira et Kalemie, constituerait une option stratégique logique.

Kabila entretient depuis longtemps des liens étroits avec l'ancien Katanga. Bien qu'il soit né au Sud-Kivu, son ancrage politique est historiquement associé à cette région, où sa famille et ses réseaux ont exercé une influence considérable. Le Katanga occupe une place centrale dans l'économie politique congolaise. Il constitue le principal bassin minier industriel du pays et l'une de ses plus importantes sources de recettes fiscales. En 2024, le cuivre et le cobalt, dont la production est largement concentrée dans cette région, représentaient plus de 90 % de la valeur des exportations nationales. Il n'est donc pas exagéré d'affirmer que le contrôle du Katanga peut largement déterminer qui exerce le pouvoir en RDC. Toute menace sérieuse contre le contrôle de Kinshasa sur cette région aurait ainsi des conséquences financières et politiques majeures.

Si des signes de mécontentement à l'égard du régime Tshisekedi existent dans certaines parties du Katanga, notamment autour de la gestion des richesses minières, rien ne garantit que ce mécontentement puisse se traduire par un soutien à un mouvement armé, surtout lorsqu'il bénéficie de l'appui du Rwanda. Kabila devra donc convaincre ses éventuels soutiens katangais que le FRN sert leurs intérêts malgré ses liens étroits avec Kigali. La tâche pourrait s'avérer difficile tant que le mouvement sera perçu comme agissant sous l'influence rwandaise.

Les ambitions régionales de Kabila

La capacité de Kabila à étendre l'influence politique de la rébellion dépendra également, dans une large mesure, de la réaction des pays voisins.

Malgré ses conquêtes territoriales, le M23 continue de souffrir d'un important déficit de légitimité politique. Le soutien massif du Rwanda y contribue largement. Selon les derniers rapports du Groupe d'experts des Nations unies, entre 14 000 et 18 000 soldats rwandais

appuieraient le M23. Cette présence limite l'adhésion dont le mouvement peut bénéficier au sein de la population congolaise et complique ses relations avec les autres gouvernements de la région.

L'arrivée de Kabila offre certes à Kigali davantage de possibilités de présenter la rébellion comme une lutte politique interne au Congo, un discours que le Rwanda défend depuis longtemps. Toutefois, elle devrait peu changer la manière dont le mouvement est perçu, tant en RDC qu'à l'étranger.

Au cours des dix-huit derniers mois, Kabila a multiplié les déplacements dans les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Il cherche ainsi à renouer avec ses anciens partenaires régionaux et à convaincre les gouvernements voisins que Tshisekedi est incapable de gérer les crises politiques et sécuritaires du Congo, tout en se présentant comme une alternative plus fiable.

Reste à savoir si cette démarche portera ses fruits, compte tenu du rôle du Rwanda dans la rébellion et des relations souvent tendues qu'entretiennent ces pays avec Kigali depuis la deuxième guerre du Congo. L'Angola, où Kabila s'est rendu en décembre 2025, sera particulièrement important. Le pays possède des intérêts de longue date en RDC, avec laquelle il partage une longue frontière. Luanda a toujours été particulièrement sensible à l'instabilité à ses frontières et est intervenu à plusieurs reprises dans les affaires congolaises lorsque ses intérêts sécuritaires lui semblaient menacés. Et même si João Lourenço a pu être frustré par la manière dont Tshisekedi a géré le conflit, rien n'indique pour l'instant que l'Angola envisage d'intervenir militairement.

La création du FRN soulève également des questions concernant l'Ouganda, autre acteur majeur du conflit, dont le rôle a reçu beaucoup moins d'attention que celui du Rwanda, malgré son importante présence militaire dans l'est du Congo, notamment en Ituri et au Nord-Kivu. Les relations entre Kampala et le M23 ont été particulièrement ambiguës. L'Ouganda a notamment toléré une certaine forme de soutien indirect au mouvement, du moins pendant les premières années de sa résurgence. En avril 2025, Muhoozi Kainerugaba, chef de l'armée ougandaise et fils du président Museveni, avait déclaré sur X qu'il ne laisserait jamais Joseph Kabila redevenir président de la RDC. Il l'a également accusé, à d'autres occasions, d'avoir soutenu les rebelles des ADF. L'attitude de Kampala dépendra largement des éventuelles tentatives du FRN de s'étendre vers des zones où l'Ouganda possède d'importants intérêts et maintient actuellement une présence militaire.

Les États-Unis constituent un autre acteur extérieur dont les réactions et les choix politiques seront déterminants. Jusqu'à présent, Washington a joué un rôle important dans les pressions exercées sur le M23 pour obtenir son retrait de deux zones stratégiques : Walikale en mars 2025, puis Uvira en janvier 2026. Les États-Unis ont également adopté plusieurs séries de sanctions, notamment contre Kabila pour son soutien au M23, avant même qu'il n'officialise ses liens avec le mouvement, ainsi que contre les Forces de défense rwandaises (RDF) et quatre de leurs plus hauts commandants. Jusqu'ici, les pressions américaines ont contribué à contenir les ambitions territoriales du Rwanda et du M23, particulièrement leurs tentatives de progression au-delà des zones contrôlées par les rebelles lors de la signature des accords de Washington. Les ambitions politiques et territoriales du FRN mettront désormais à nouveau à l'épreuve la volonté de Washington d'intervenir et sa capacité à peser sur les principaux acteurs du conflit.

Les limites du retour de Kabila : une base politique étroite et un héritage encombrant

La composition politique du nouveau mouvement présente également d'importantes faiblesses. Malgré son ambition affichée de représenter une alternative nationale, le FRN reste largement associé à des acteurs politiques et militaires de l'est du Congo ainsi qu'aux réseaux régionaux du Rwanda. Sans élargissement de sa base politique à d'autres régions du pays et à d'autres partis d'opposition, il lui sera difficile, du moins pour l'instant, de gagner une véritable audience nationale.

Kabila peine jusqu'ici à rallier les principales figures de l'opposition. Lors du lancement de la plateforme « Sauvons la RDC », seuls l'ancien Premier ministre Matata Ponyo et des personnalités issues de sa propre coalition, le FCC, avaient répondu présent. Des figures importantes de l'opposition, comme Moïse Katumbi, Martin Fayulu, Delly Sesanga et Jean-Marc Kabund, étaient restées à l'écart, privilégiant une confrontation politique plutôt que militaire avec Tshisekedi. Depuis l'officialisation de ses liens avec la rébellion, Kabila est devenu encore plus difficile à soutenir publiquement. Quelques jours après le lancement du FRN, plusieurs de ses alliés ont démissionné de son parti, le PPRD, ou ont publiquement pris leurs distances avec lui, notamment l'ancienne ministre des Droits humains Marie-Ange Mushobekwa. Ces prises de distance s'expliquent aussi par la crainte de représailles, la plupart des personnes concernées résidant à Kinshasa.

La personne même de Kabila constitue une autre faiblesse. Dans le contexte politique actuel, marqué par un sérieux recul démocratique, un « nouveau Kabila »

aurait peut-être pu retrouver une certaine acceptation politique. Mais l'ancien président reste étroitement associé à l'autoritarisme de ses dernières années au pouvoir. Malgré ses tentatives de renouer avec son image passée de militaire issu de la lutte armée, lui qui avait un jour déclaré qu'il mourrait « d'une balle dans la tête », son héritage politique reste trop marqué par ses dernières années à la présidence pour qu'il puisse se présenter de manière crédible comme une alternative au régime actuel. Fait révélateur, dans un récent sondage réalisé par Ebuteli, seuls 3 % des Congolais le désignaient comme leur personnalité politique préférée.

Le parcours politique de Kabila présente également un aspect frappant : il semble aujourd'hui avoir presque bouclé la boucle. En 1996, il était commandant militaire au sein de l'AFDL, la rébellion soutenue par le Rwanda qui avait porté son père au pouvoir. Deux ans plus tard, après la rupture entre Laurent-Désiré Kabila et Kigali, il était général-major au sein du haut commandement de l'armée congolaise, participant d'abord à l'expulsion des troupes rwandaises, puis à la lutte contre une nouvelle rébellion soutenue par le Rwanda. Devenu président, il a ensuite affronté le CNDP, puis le M23, que son gouvernement a vaincu militairement en 2013 avec l'appui de la Brigade d'intervention des Nations unies. Treize ans plus tard, le voilà à la tête d'un mouvement construit autour de cette même rébellion du M23, avec, pour une large part, les mêmes dirigeants, et toujours soutenu par le Rwanda. De tels changements d'alliances politiques et militaires sont courants dans la politique congolaise. Ils prennent toutefois une dimension particulière lorsqu'ils concernent un ancien président resté près de vingt ans au pouvoir, dont plusieurs années passées à combattre la rébellion qu'il dirige aujourd'hui.

Les critiques de Kabila à l'égard de Tshisekedi soulèvent également la question de son propre héritage politique. Une grande partie de ces critiques, notamment celles portant sur le recul démocratique et la répression politique, sont fondées. Pourtant, Kabila a lui-même contribué à façonner l'ordre politique qu'il dénonce aujourd'hui. À l'issue des élections de 2018, son camp est parvenu à une entente politique avec Tshisekedi, proclamé vainqueur de la présidentielle malgré des éléments indiquant que Martin Fayulu avait remporté le scrutin. Cet arrangement a permis à Kabila de quitter le pouvoir tout en conservant une influence considérable sur le Parlement, plusieurs ministères clés et les services de sécurité. Tshisekedi a fini par rompre avec la coalition de Kabila et par consolider son propre pouvoir, mais l'accord politique ayant facilité son accession à la présidence servait directement les intérêts de son prédécesseur. Dans ses critiques actuelles, Kabila accorde remarquablement peu de place à son propre rôle dans cette transition. D'ailleurs, il est difficile de revenir sur les grands événements politiques qui ont marqué le Congo au cours des trois dernières décennies sans retrouver Kabila, successivement officier militaire, président, ancien chef d'État toujours influent et, aujourd'hui, chef d'une rébellion.

Ce retour à la rébellion armée remet également en question un élément central de l'héritage politique que Kabila revendique. Lui et ses partisans l'ont longtemps présenté comme le président qui avait mis fin à la deuxième guerre du Congo, contribué à l'instauration d'une démocratie constitutionnelle et finalement transmis le pouvoir à un opposant. Malgré les limites de ce récit, sa décision de prendre la tête d'une rébellion contre le gouvernement constitue un revirement frappant pour celui qui s'était autrefois présenté comme le garant de l'ordre constitutionnel congolais.

Quelles conséquences pour la politique congolaise et le dialogue national ?

La création du FRN intervient dans un contexte politique intérieur particulièrement difficile. La présidence de Tshisekedi s'est accompagnée d'un recul démocratique, notamment à travers le projet de modification de la Constitution qui permettrait de prolonger son maintien au pouvoir, ainsi que la répression de l'opposition. Dans ce contexte, les appels à un dialogue politique national se sont multipliés, celui-ci étant présenté comme une voie possible de sortie de crise dans l'est de la RDC. Bien que le processus ait été officiellement lancé en août, les négociations proprement dites n'ont pas encore commencé. La présence de Kabila à la tête du FRN pose désormais la question de sa participation à un éventuel dialogue. Son inclusion serait controversée, particulièrement auprès de ceux qui le considèrent comme responsable du soutien apporté à l'intervention rwandaise. Son exclusion pourrait, en revanche, réduire les chances de parvenir à un accord susceptible de mettre fin aux combats.

Le lieu et la médiation d'un tel dialogue risquent également de devenir des sujets de désaccord. Organiser des négociations à Kinshasa poserait des difficultés évidentes pour Kabila et d'autres personnalités de l'opposition faisant l'objet de poursuites judiciaires ou craignant une arrestation. L'Angola a déjà plaidé en faveur d'un dialogue politique inclusif dans le cadre de ses efforts de résolution de la crise congolaise. João Lourenço pourrait donc à nouveau jouer un rôle important dans les tentatives de rapprochement entre les parties.

University of Antwerp
IOB Institute of
Development Policy

L'autre scénario est celui d'une nouvelle escalade militaire, chaque camp étant de plus en plus convaincu de pouvoir renforcer sa position dans les négociations par la force. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit depuis la prise de Goma, qui a conduit à l'ouverture de discussions directes entre le gouvernement congolais et le M23, dans le cadre du processus de Doha, alors que Kinshasa avait jusque-là refusé toute négociation directe avec le mouvement.

ANALYSIS AND POLICY BRIEF N°74

University of Antwerp
IOB Institute of Development Policy

More information

An earlier version of this text was first published on 16 October 2026 in Democracy in Africa.

Kristof Titeca est professeur à l'Institut de politique de développement (IOB) de l'Université d'Anvers et chercheur associé senior à l'Institut Egmont (Bruxelles).

Benjamin Muhoza est chercheur senior à Pole Institute, un centre de recherche interculturelle spécialisé dans la consolidation de la paix et l'analyse socioéconomique dans la région des Grands Lacs, ainsi que chercheur postdoctoral associé à l'IOB de l'Université d'Anvers.

Jacques Mukena est assistant d'enseignement et de recherche à l'Institut de politique de développement (IOB) de l'Université d'Anvers et chercheur senior à l'institut Ebuteli (Kinshasa).

Disclaimer: The views expressed in this Analysis & Policy Brief are those of the authors alone and do not necessarily reflect the views of the Institute of Development Policy (IOB).

October 2026

Institute of Development Policy
University of Antwerp
iob@uantwerpen.be
+32 3 265 57 70

uantwerp.be/iob

Un nouvel équilibre des pouvoirs au sein du M23 ?

L'arrivée de Kabila a également d'importantes implications pour l'organisation interne de la rébellion.

La coalition AFC/M23 n'a jamais constitué un mouvement politique et militaire parfaitement uni. Les relations de ses différents dirigeants avec Kigali ont notamment joué un rôle important dans ses tensions internes. Des désaccords entre les principaux responsables de la coalition ont régulièrement provoqué des frictions, malgré le soutien militaire rwandais qui a permis à la rébellion de réaliser d'importantes conquêtes territoriales.

Le chef militaire du M23, Sultani Makenga, occupe une place centrale dans ces dynamiques. Ses relations avec Kigali n'ont pas toujours été simples, et ces tensions ont pris une importance particulière à la lumière des récentes informations faisant état de dissensions internes et de remises en cause de son autorité.

La direction politique de l'AFC a, quant à elle, été confrontée à d'autres difficultés. Corneille Nangaa, ancien président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), est devenu la principale figure civile de la rébellion après avoir pris la tête de l'AFC en décembre 2023. Sa nomination a contribué à donner au M23 une identité politique plus large, en le présentant comme une composante d'un mouvement national opposé à Tshisekedi. Pourtant, son rôle est toujours resté largement symbolique. Nangaa disposait de peu de pouvoir réel, faute d'un soutien solide de Kigali, de moyens financiers suffisants et d'une véritable marge de manœuvre, tandis que Makenga conservait une influence considérable sur lui. Des informations récentes indiquent, par exemple, que Théo Binamungu, l'un des principaux conseillers de Nangaa, aurait été emprisonné par Makenga.

L'arrivée de Kabila modifie cet équilibre. Ancien président disposant de réseaux politiques et militaires bien établis, et surtout de relations directes avec le Rwanda, il occupe une position bien plus forte que Nangaa. L'appui de Kigali lui donne les moyens de peser sur les ailes politique et militaire du mouvement. Cette nouvelle configuration pourrait toutefois compliquer les relations internes au M23, particulièrement avec Makenga.

La position de Kabila, renforcée par le soutien rwandais, lui confère une influence importante sur le commandement militaire. Elle pourrait accentuer les tensions si certains commandants du M23 estiment perdre de leur influence ou se voient imposer des décisions politiques. Des divergences pourraient également apparaître autour des objectifs à long terme de la rébellion. Le M23 pourrait privilégier le maintien de ses positions dans ses bastions du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, tandis que d'autres acteurs, Kabila en tête, poursuivraient l'objectif plus large d'un changement de régime à Kinshasa. Le rôle du Rwanda sera déterminant dans la gestion de ces tensions. Reste à voir dans quelle mesure les objectifs de Kigali coïncideront avec les ambitions de Kabila.

Pour l'instant, cette annonce a doté la rébellion d'un dirigeant politique plus influent et d'une ambition nationale plus affirmée. La capacité de Kabila à transformer cette ambition en un mouvement politique et militaire d'envergure nationale reste toutefois incertaine.